

# Le Togo et l'Unicef passent en revue leur partenariat

#6

**Voltic**  
ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,  
**Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC!**

CAF  
COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS  
CÔTE D'IVOIRE 23

Ne dites plus eau, dites Voltic

Hebdomadaire togolais satirique d'informations et d'analyse | 18<sup>ème</sup> année

# MAGNAN

## Libéré

N°752 du 14 août 2024 - Prix 250 CFA

### Alerte !

FAUSSE VENTE AUX ENCHÈRES DE VÉHICULES :

**L'OTR dénonce une arnaque et appelle à la vigilance**

NOTE DE SERVICE N° 0600007/2024/OTR/CC/COI

**COMMUNIQUE**

La Commission des Recettes et Droits Indirects de l'Office Togolais des Recettes (OTR) annonce une vente aux enchères de véhicules au Port Autonome de Lomé le 24 Août 2024. Pour participer, il est nécessaire de suivre la procédure suivante: Acte de service client de la Direction des Recettes (DR) N° 0600007/2024/OTR/CC/COI. Ce document est à télécharger sur le site internet de l'OTR. Une fois téléchargé, il faut le remplir et le faire valider par le Directeur des Recettes. Ensuite, il faut se rendre au Port Autonome de Lomé pour déposer le document et payer les frais d'inscription.

**FAUX**

Après votre inscription, notre système génère automatiquement un reçu d'inscription qui sera remis devant les véhicules. Ce reçu sera utilisé le jour de la vente et constituera une preuve d'accès au lieu de vente.

Toute personne inscrite est autorisée à 100% d'acquiescer un véhicule suivant le prix indiqué sur la fiche des véhicules, mais le nombre de places pour participer est limité. La date limite d'inscription est fixée au 23 Août 2024.

Les frais d'inscription s'élèvent à 100.000 CFA.

L'Office Togolais des Recettes (OTR) met en garde contre un faux communiqué circulant depuis, lundi 12 août 2024. Ce document frauduleux annonce une vente aux enchères de véhicules au Port Autonome de Lomé pour le 24 août 2024.

### Social

PROMOTION DE LA JEUNESSE :

#7

**Le gouvernement engage une lutte sans merci contre la toxicomanie**



Un combat sans répit est mené contre la toxicomanie, avec des efforts redoublés par le Togo qui offre des opportunités socioéconomiques intéressantes aux jeunes afin de leur donner une raison suffisante pour ne pas dévier. En l'état, le pays fait partie de ceux qui sont quasiment irréprochables lorsqu'il s'agit de barrer la voie à ce fléau social.

## TRIBUNAL DE LOMÉ

# Endiguer le phénomène de démarcheurs

**Les mesures prises par Mipamb Nahm-Tchougli**

#3

**Reste connecté partout avec ton MIFI HARVILON**

60Go gratuits (valable 30 jours) pour l'achat du MiFi 4G en agence.

**Avancer. Pour vous. Pour tous.**

togocom.tg

~~39.900F~~  
**29.900F**  
+ 60Go d'internet Gratuit

**PROMO!**

Carnet

**Lomé, en panne de feux tricolores !**

Le constat est amer. Lomé, capitale dynamique du Togo, est actuellement confrontée à un problème préoccupant. De nombreux feux tricolores, essentiels à la régulation du trafic, sont en panne dans plusieurs quartiers stratégiques. Cette situation risque non seulement de perturber gravement la circulation, mais également de mettre en danger la sécurité des usagers de la route. Et c'est pour éviter des accidents qui font des morts et des blessés avec des chiffres macabres que présentent les ministères de la sécurité et de la protection civile et celui des transports que des mesures sont prises afin d'arrêter l'hémorragie. Mais ces mesures préventives ne semblent dissuader les usagers parce que ne sont pas mises en application stricte. Ça ressemble à un laisser-aller. Sinon que deviennent les radars et les vidéosurveillances et l'on continue d'enregistrer des accidents graves avec des conséquences désastreuses au plan humain et matériel. Aujourd'hui, le problème de panne des feux tricolores dans presque tous les carrefours de la capitale devient inquiétant.

L'absence de ces dispositifs de signalisation, pourtant cruciaux, entraîne un chaos routier qui affecte la fluidité du trafic. Les carrefours se transforment en zones de conflit, où les automobilistes, les motocyclistes et les piétons tentent de se frayer un chemin sans repères clairs. Les accidents deviennent alors inévitables, surtout aux heures de pointe où la densité de la circulation est à son paroxysme.

Alors même qu'on nous annonce la mise en place des vidéosurveillances à certains grands carrefours de Lomé pour arrêter ceux qui violent les feux tricolores. Et que tous ceux qui seront enregistrés pour violation par ces vidéosurveillances seront même traqués jusqu'à leur domicile. Bizarrement il se fait que c'est à ces carrefours que les feux ne fonctionnent pas. Lorsque vous empruntez des carrefours comme celui de GTA, là-bas, c'est la croix et la bannière. La police même est fatiguée de réguler la circulation.

Il est cependant important de souligner et de remercier les efforts des forces de l'ordre qui face à ces pannes, se mobilisent pour réguler la circulation à certaines heures de pointe. Leur présence sur le terrain permet d'éviter que la situation ne dégénère complètement, et ils jouent un rôle crucial en remplaçant temporairement ces feux tricolores défectueux. Leur engagement mérite d'être salué, car ils assurent la sécurité des usagers et contribuent à limiter les désagréments causés par cette défaillance technique.

Toutefois, cette solution ne peut être que temporaire. Il est impératif que les autorités compétentes agissent sans délai pour résoudre ce problème de manière définitive. La remise en état des feux tricolores doit être une priorité afin de rétablir l'ordre sur nos routes et de garantir la sécurité de tous. Le gouvernement, à travers les structures responsables, se doit de trouver une solution idoine et durable pour éviter que cette situation ne perdure, au risque de voir le nombre d'accidents et d'incidents augmenter de manière alarmante.

Les Loméens attendent avec impatience des mesures concrètes pour rétablir le bon fonctionnement des feux tricolores, et ainsi préserver la sérénité de leur quotidien. A qui revient la responsabilité de prendre en charge la réparation de ces feux tricolores ? Est-ce à la Mairie, le DAGL ? Toutes ces questions taraudent les esprits des uns et des autres.

52ÈME ÉDITION D'AYIZA :

**Les fils et filles de Zio font valoir leur richesse culturelle**

*La préfecture de Zio a commémoré le 10 août 2024, la 52ème édition de la fête traditionnelle AYIZA. Cet événement culturel majeur, célébré avec une ferveur particulière, a marqué un moment de retrouvailles, de fraternité et de convivialité pour les habitants de la région.*



Cette édition marque une particularité au regard de la forte mobilisation des populations et de la richesse des activités au programme de ces festivités. Ayiza reste un vibrant témoignage de l'attachement du peuple Ewé de Zio à sa culture, à ses valeurs identitaires communes transmises de génération en génération.

Au nom du gouvernement, Mme Rose Kayi Mivédor, Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, a salué la forte mobilisation de la population qui témoigne de l'engouement autour de cette célébration.

« Au-delà de sa dimension culturelle et historique, Ayiza est célébrée comme un rituel sanctionnant une saison de labeur agricole, en un mot, une fête des moissons, une occasion de faire le bilan du travail accompli durant l'année en traçant dans la foulée, des perspectives pour le futur de la société. », ce thème est riche à plus d'un titre car, il vous invite, filles et fils de Zio à œuvrer inlassablement pour le maintien d'une paix durable et d'une cohésion sociale dans faille dans votre préfecture en particulier et au Togo en général. Ce thème réaffirme la pleine adhésion des natifs de la préfecture de Zio aux idéaux de paix et leur engagement sans réserve pour le développement durable du Togo en partant de leur préfecture. », a déclaré la Ministre Rose Kayi Mivédor.

Le Président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, natif de Zio a saisi l'occasion pour remercier le chef de l'État Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé pour le développement de la préfecture de Zio et surtout sa politique de paix sur l'ensemble du territoire national. Il a appelé les populations à s'unir davantage autour du Président de la République pour la poursuite de la mise en œuvre de sa vision pour le bien des Togolais.

Dans son discours, une partie des paroles du président Faure Essozimna Gnassingbé a été relayée par Madame le Premier Ministre, soulignant l'importance de cette célébration pour la nation. « Avant toute chose, permettez-moi de m'acquitter d'un agréable devoir, celui de vous transmettre fidèlement les chaleureuses salutations de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Pré-

sident de la République qui a bien voulu autoriser Madame le Premier Ministre à honorer de sa présence cet événement. Je saisis l'opportunité de cette tribune pour rendre un vibrant hommage au Chef de l'Etat pour l'honneur qui m'échoit de délivrer le message du Gouvernement à cette grande fête de retrouvailles, de fraternité et de convivialité des populations de la préfecture de Zio. »

Cette édition d'AYIZA, selon les mots du président, a été marquée par une forte mobilisation et une programmation riche, témoignant de l'attachement des populations de Zio à leurs valeurs culturelles et identitaires. Le thème de cette année, « Engagement individuel et collectif au service de la paix et du développement », a été salué comme un rappel de l'importance de la paix et de la cohésion sociale pour le développement durable du Togo.

Le discours a également souligné les réformes courageuses entreprises par le gouvernement sous la direction du Chef de l'État, visant à moderniser le pays et à renforcer la croissance économique. « Sous le leadership du Chef de l'Etat, le Gouvernement met en œuvre toutes les actions pour notre croissance économique durable et inclusive. Ces avancées s'opèrent depuis la base, ce à travers l'exécution de la grande Vision du Chef de l'Etat contenue dans la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025 avec des réalisations tangibles. La culture est l'un des leviers les plus importants à actionner pour réhabiliter et relancer l'économie tout en produisant du sens. », a déclaré Madame le Premier Ministre.

**Au-delà de la dimension festive**

La fête AYIZA, au-delà de sa dimension festive, a ainsi renforcé les liens de la communauté tout en réaffirmant l'engagement de la préfecture de Zio à œuvrer pour un Togo pacifique et prospère.

La 52ème édition de la fête traditionnelle Ayiza qui a démarré le 10 août dernier dans la préfecture de Zio a connu son apothéose samedi au stade Dr Kaolo à Tsévié. C'était à l'occasion d'une cérémonie solennelle présidée par le premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé, représentant le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Cette fête a permis aux fils et filles de Zio de se retrouver

pour faire valoir la richesse culturelle et savoir-faire de la préfecture.

La manifestation s'est déroulée sous le regard du président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adedze, originaire de Zio et en présence notamment de la ministre chargée de l'énergie et des mines, Mila Aziabile, également native de la préfecture, de la ministre de la communication, Yawa Kouigan, de la ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor, du préfet de Zio, des députés, des maires, des cadres, des autorités locales ainsi que des vaillantes populations de Zio.

La célébration d'Ayiza (fête du haricot) vise à développer la préfecture de Zio, conserver la mémoire des ancêtres, valoriser les richesses culturelles et favoriser leur visibilité sur le plan local, national et international pour que l'histoire du peuple Ewe de Zio reste à jamais vivante dans les cœurs. Le thème retenu cette année est: « Engagement individuel et collectif au service de la paix et du développement ».

« Ce thème nous impose le sacré devoir de la culture de la paix, de la cohésion et du vivre-ensemble en vue de nous inscrire totalement et définitivement dans une nouvelle dynamique de développement inclusif et participatif, un idéal impulsé par le chef de l'Etat afin de garantir aux populations togolaises leur plein épanouissement. Il nous appelle également à une remobilisation pour redorer le blason nom seulement de notre authenticité et de notre identité culturelle mais aussi de notre préfecture et à œuvrer pour son développement dans la paix », a indiqué Etse Kodjo Kadevi, préfet de Zio.

Pour sa part, le président du comité d'organisation, Paul Djoka a rappé

lé l'origine de la fête traditionnelle Ayiza.

« Fatigués et démunis lors de leur exode vers le sud (remontant à 1720), nos ancêtres décidèrent de semer du haricot. Lorsqu'il fut temps de reprendre la route, les semeurs protestèrent, exigeant d'attendre la récolte. Ainsi naquit le nom actuel de Tsévié, formé de Tsé (produire) et vié (un peu). Ayiza doit donc son nom au haricot (Ayi). Elle est célébrée le 2e samedi du mois d'août chaque année à Tsévié, chef-lieu de la préfecture de Zio », a laissé entendre Paul Djoka, président du comité d'organisation. Pour la ministre Mablé : « Nos richesses culturelles et leurs expression respectives sont appelés impérativement à favoriser la paix, la solidarité et la cohésion sociale sans lesquels aucune étape de développement ne peut se construire. La concrétisation de cette ambition exige une lutte profonde contre les forces de division de la société, un combat permanent pour renforcer les valeurs que nous avons en partage ».

L'apothéose d'Ayiza 2024 a été marquée par des prestations de chants et de danses traditionnelles des groupes folkloriques venus des 16 cantons de la préfecture de Zio et la dégustation du haricot. Elle a été également l'occasion pour faire une démonstration du challenge dont les chasseurs font preuve lors des parties de chasse en brousse afin de ramener du gibier. De même, elle a connu la remise des enveloppes aux lauréats des différents jeux notamment Vetretre, Ludo, Tomedi, aux meilleurs élèves de la préfecture et d'une moto, une télévision et une bourse d'étude à Mlle Amandine Yawa Abotsi, élue Reine Ayiza 2024.

Sylvie K.

**2ÈME ÉDITION SUR LA « FOIRE MIADÉ » À TSÉVIÉ**  
**Un concert géant vient fermer les rideaux**

*Afin de clôturer en toute beauté l'édition 2 de la « Foire Miadé » et la 52ème édition de la fête Ayizan, de nombreux événements ont été organisés, dont la grande soirée qui s'est déroulée à la place NANA BENZ de Tsévié lors de la « Foire Miadé », avec le concert très organisé par « Boss Salvador », le Directeur Général de la « Team BS »*

De nombreux artistes étaient arrivés de diverses régions pour célébrer cette édition. L'affiche présentait trois artistes célèbres : « Conii Gangster, Dia Nuella et Boss Salvador lui-même.

Les Miss Togo 2022, Miss World Togo, Miss Univers étaient également présentes pour soutenir la première femme de Zio, Mme SEWOA-LAWSON Adjoa Marguerite, beaucoup connue sous le nom de MANATEX. Une manifestation qui a vu la présence des autorités administratives, politiques, civiles, militaires, communales, traditionnelles et d'une foule en pleine joie.

Cette deuxième édition de la foire Miadé a été appréciée par la jeunesse de la population de Tsévié, mais elle reste confiante que le meilleur reste à venir.

De leur côté, les exposants et les vi-

siteurs espèrent une amélioration de l'organisation, tout en reconnaissant que cette année a été supérieure à la première édition. Par la même occasion, ils implorent le Seigneur d'accorder une longue vie à la promotrice et aux organisateurs afin que ce salon puisse être pérennisé et surtout qu'il se démarque d'autres pour être plus particulier.

Lancée le 27 juin 2024, la deuxième édition de la « Foire Régionale Miadé » a été officiellement ouverte à Tsévié, dans la préfecture du Zio, le mardi 6 août 2024 à l'Espace NANA BENZ. C'était en présence des autorités administratives, traditionnelles, militaires et religieuses, ainsi que des exposants et des visiteurs. La seconde édition s'intéresse au sujet des « Productions locales et marchés internationaux ».

« Nous avons beaucoup d'hommes

## TRIBUNAL DE LOMÉ

# La question du phénomène de démarcheurs remise sur le tapis

## Les mesures prises par Mipamb Nahm-Tchougli pour endiguer le mal

Une série de mesures visant à renforcer la sécurité des usagers des services de justice et à lutter contre le phénomène des démarcheurs sera mise en œuvre au tribunal de Lomé, la capitale togolaise. Ces intermédiaires informels, souvent considérés comme des perturbateurs, offrent leurs services moyennant rémunération pour accélérer ou faciliter les procédures judiciaires, souvent de manière frauduleuse.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation, M. Mipamb Nahm-Tchougli en a fait, à son arrivée, son cheval de bataille et tient donc sa promesse. Devant la persistance de ce problème, il a fait le déplacement du site le 5 Août 2024, accompagné de son staff et des responsables des services judiciaires pour approfondir les réflexions sur la nécessité de réduire les points d'accès du tribunal. Une initiative qui vise à protéger les citoyens et à restaurer l'intégrité des services judiciaires. Ils ont parcouru tout le site à la recherche des points d'accès et identifier les mesures à prendre pour leur fermeture dans le cadre de ce projet. Le garde des sceaux a saisi l'occasion pour encourager par endroit le personnel dans sa tâche.

protection des citoyens : les citoyens seront moins susceptibles d'être approchés et exploités par des démarcheurs, ce qui augmentera leur sécurité et leur confiance dans le système judiciaire ; l'amélioration de l'image du tribunal : en renforçant la sécurité et en luttant contre la corruption, le tribunal de Lomé peut améliorer sa réputation, restaurer la confiance du public et par ricochet redorer le blason de la justice togolaise dans son ensemble tout en montrant en filigrane un engagement clair envers la transparence, l'intégrité et l'équité des autorités judiciaires.

### La guerre aux démarcheurs de justice

Les démarcheurs sont des intermédiaires informels, souvent mal perçus, se présentent comme des faci-



Le ministre et sa délégation dans l'enceinte de la Direction de la nationalité

faveur... contre une forte somme d'argent. Parfois avec succès. Enquête sur les dessous d'un système qui alimente la corruption.

« On les remarque, car ils sont souvent bien vêtus pour se donner un air sérieux et pourtant, ce sont de grands arnaqueurs. » C'est par ces mots qu'un juge décrit ceux que l'on appelle, les « démarcheurs ». Dans les sphères de la justice, ils font des ravages

Lorsqu'on parle de démarcheurs, les regards se tournent tout de suite vers ceux qui négocient les maisons en location pour des propriétaires au profit de potentiels clients. Ceux-là ne sont pas si nuisibles aux citoyens ; leurs droits de visite sont connus, ainsi que leur pourcentage. Il ne s'agit pas de ceux-là, mais plutôt de ces individus obscurs qui écumant les cours des tribunaux et arpentent les couloirs des magistrats avec lesquels ils sont « amis comme cochons ». La hiérarchie est bien informée de ce système, sans jamais prendre de mesures dissuasives. Leur rôle, selon un « Rapport sur le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans l'administration de la justice au TOGO », produit en 2013, c'est de « faciliter l'issue d'un procès » en servant d'intermédiaires entre des juges véreux et les justiciables.

Déjà en octobre 2015, Akakpovi Gamatho, président du Conseil supérieur de la magistrature y faisait allusion dans son allocution. « Je saisis cette opportunité pour une fois encore rappeler à l'ordre tous les magistrats qui ont choisi de ramer à contre-courant en foulant aux pieds l'éthique professionnelle et banalisant ainsi les mauvais comportements : la corruption, le harcèlement des justiciables, l'encouragement du phénomène des démarcheurs, la mauvaise gestion des dossiers, les renvois injustifiés et les prorogations injustifiées des délibérés, des relations amoureuses de certains magistrats avec des femmes dont on a la charge les dossiers de divorce, etc... ». Plus proche, dans le mensuel Re-

flet du Palais N°54 de juin 2018, le même Akakpovi Gamatho demandait : « Peut-il se sentir indépendant, le juge qui entretient des relations avec des démarcheurs qui lui introduisent des parties dont le règlement des dossiers fonciers lui est soumis ? »

Dans le même rapport cité plus haut, les principaux dysfonctionnements constatés dans l'administration de la justice au Togo ont été étalés. Preuve, s'il en est encore besoin, que le phénomène ne date pas d'aujourd'hui.

### Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui

« Le phénomène des intermédiaires de justice. L'un des facteurs de corruption au sein du système judiciaire togolais est le phénomène des intermédiaires de justice. Ceux-ci interviennent dans le cours des affaires judiciaires en servant d'interface entre certains magistrats et les justiciables. Certains seraient au service de magistrats qui, sous prétexte d'absence d'agent d'entretien ou de coursier, amènent avec eux des membres de leur famille ou des connaissances. Ceux-ci, deviennent très vite des porteurs de mallette pour des magistrats et leurs interlocuteurs auprès de justiciables. Certains de ces intermédiaires, qui ne travaillent pour aucun magistrat, mais qui peuvent devenir leurs démarcheurs, s'installent au palais de justice comme s'ils étaient des agents de la justice. Ils entrent alors en relation avec les usagers de la justice afin de connaître leurs problèmes et de leur promettre d'intervenir auprès de tel ou tel magistrat ou autre agent, moyennant un paiement. C'est ainsi que le phénomène de la corruption s'est accru de façon exponentielle dans les palais de justice du Togo. Dans ses efforts visant à rendre la justice plus accessible au public, la Cour d'appel de Lomé publie, depuis juin 2013, un mensuel d'informations : « Reflets du Palais ». Cette publication a notamment soulevé la problématique des démarcheurs judiciaires qui exploitent le manque de connaissance des justiciables quant aux procédures légales. Les

tarifs des actes pratiqués au tribunal de première instance et à la Cour d'appel de Lomé paraissent dans le numéro d'août 2013, en attendant que « cette rubrique fasse l'objet d'affichage public au sein de toutes les juridictions relevant » de leur ressort. Dans un entretien publié dans le n° 003 du 20 août 2013 dans « Reflets du Palais », revue publiée par la Cour d'appel de Lomé, l'Inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires M. Kokouvi Pius AGBETOMEY énumère les attributions de l'IGSJP. Il s'agit de contrôler le fonctionnement et la gestion interne des services et juridictions (organisation, méthodes de travail, manière de servir du personnel d'appui) ; mener des enquêtes et instruire les plaintes et requêtes adressées au garde des sceaux, centraliser les rapports des chefs de cours ; exploiter les données et toutes études nécessaires à une bonne administration de la justice. Reflets du Palais, mensuel d'informations de la Cour d'appel de Lomé n° 003 du 20 août 2013, page 10 : « L'une des gangrènes de nos juridictions est le phénomène des démarcheurs judiciaires. Ils ne sont ni juge, ni avocat, ni notaire, ni huissier, ni même clerc d'auxiliaires, mais se comportent comme tels et passent leur journée en arpenter nos palais, nos prisons dans le but d'escroquer les pauvres justiciables dont la plupart ignorent les frais auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils s'adressent à la justice pour l'établissement d'un acte ».

Le temps pour un magistrat de tisser sa toile et instaurer la confiance entre lui et un démarcheur, il devrait être l'heure pour lui d'aller voir ailleurs, vu que la hiérarchie leur rebat les oreilles comme quoi le juge n'a pas de plan de carrière. Il restera à savoir si les magistrats qui, pour avoir trop duré à leurs postes, ont développé le phénomène des démarcheurs seront cette fois affectés, et si leurs démarcheurs les suivront dans leurs nouveaux postes.

A.I.



Les démarcheurs, sont des individus qui gravitent autour des institutions judiciaires pour proposer des services d'intermédiation. Bien que certains puissent aider de manière légitime, beaucoup d'entre eux exploitent les citoyens en leur promettant des résultats rapides en échange de paiements illicites. Ce phénomène non seulement compromet la transparence et l'efficacité du système judiciaire, mais il expose également les citoyens à des pratiques abusives et frauduleuses.

Pour contrer ce phénomène, plusieurs mesures sont en cours de réflexion entre autorités judiciaires togolaises dont la principale porterait sur la réduction des points d'accès du tribunal en un seul. Dans cette perspective, seule l'entrée principale, équipée d'un dispositif de sécurité renforcée sera ouverte au public.

Une telle initiative portant sur un unique point d'entrée, doublé de mécanisme de renseignement et d'orientation des usagers, et de sécurité accrues, devraient avoir plusieurs effets positifs notamment la dissuasion des démarcheurs car, en limitant l'accès et en augmentant les contrôles, les démarcheurs auront plus de difficultés à opérer, ce qui devrait réduire leur présence ; la

litateurs des procédures judiciaires contre rémunération, souvent en recourant à des pratiques douteuses.

### Mesures prises par Mipamb Nahm-Tchougli

Il a été décidé que dorénavant, l'entrée principale du tribunal soit dotée d'un dispositif de sécurité renforcé, sera le seul point d'accès ouvert au public.

En parallèle, un bureau d'accueil, d'information et d'orientation des justiciables sera mis en place au tribunal de grande instance de Lomé.

Cette initiative a pour but de décourager les démarcheurs et d'améliorer l'image des services judiciaires.

Les démarcheurs sont des individus qui gravitent autour des institutions judiciaires, proposant des services d'intermédiation. Bien que certains puissent agir de manière honnête, nombreux sont ceux qui exploitent la situation en promettant des résultats rapides contre des paiements non autorisés.

### Le business des « démarcheurs », ces arnaqueurs qui monnaient la justice

Ils se disent en relation avec des juges, voire avec des auxiliaires de justice, et promettent aux justiciables de faire pencher la balance en leur



## COMMUNIQUE RELATIF A UN FAUX AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE VEHICULES AU PORT AUTONOME DE LOME

N° 023/2024/OTR/CG/DCSU

L'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'un faux communiqué en date du 12 août 2024 circule sur les réseaux sociaux annonçant une prétendue vente aux enchères de véhicules au Port Autonome de Lomé le 24 août 2024 et demandant aux personnes intéressées de s'inscrire via un numéro WhatsApp en effectuant un transfert d'argent.

**L'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public que cet avis n'émane aucunement de lui, mais est plutôt l'œuvre d'arnaqueurs. Il tient à rappeler qu'il n'utilise en aucun cas les réseaux sociaux et les services de transfert d'argent pour les opérations de vente aux enchères publiques ou pour toutes autres opérations de paiement de frais avec le public.**

L'OTR rappelle que toute information officielle de vente aux enchères publiques qu'il organise, est publiée sur son site web officiel ([www.otr.tg](http://www.otr.tg)), sur ses médias sociaux officiels (Youtube, Twitter, Instagram) et à travers les médias traditionnels.

L'Office appelle le public à plus de vigilance et à s'abstenir de donner suite ou de relayer de telles informations mensongères véhiculées sur les réseaux sociaux. Les dispositions idoines sont prises afin d'identifier et de soumettre à la rigueur de la loi, les auteurs de ces actes délictueux.

L'OTR réitère son engagement à assurer la transparence dans les processus de vente aux enchères publiques et à fournir des informations précises et vérifiables au public. Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter l'OTR au 22 53 14 00 ou le 8201.

Fait à Lomé le 13 août 2024

*Philippe Kokou B. TCHODJE*

**Le Commissaire Général p.i**

## 13<sup>E</sup> ÉDITION DE LA JOURNÉE AFRICAINE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL La décentralisation au cœur du développement

Le ministre de l'Administration territoriale, Awate Hodabalo, a clôturé samedi la 13<sup>e</sup> édition de la Journée africaine de la décentralisation et du développement local au Togo.



Le ministre de l'Administration territoriale, Awate Hodabalo, a clôturé samedi la 13<sup>e</sup> édition de la Journée africaine de la décentralisation et du développement local au Togo.

Cet évènement annuel, célébré à travers le continent africain, vise à rappeler l'importance de la décentralisation dans la construction de l'Afrique et le rôle essentiel des collectivités territoriales dans le développement des États membres de l'Union Africaine.

La décentralisation est un processus clé pour le renforcement de la démocratie locale et le développement économique. En transférant certaines compétences et ressources aux collectivités locales, les gouvernements nationaux permettent une gestion plus proche des citoyens, favorisant ainsi la réactivité et l'efficacité des politiques publiques.

Pour le Togo, ce processus a permis la création de communes et, plus récemment, de régions, marquant une avancée significative vers une gouvernance plus inclusive.

La décentralisation présente plusieurs atouts majeurs pour le développement local :

- Proximité avec les citoyens : Les gouvernements locaux sont plus à même de comprendre et de répondre aux besoins spécifiques des populations.

- Participation citoyenne : La décentralisation encourage la participation active des citoyens dans la prise de décisions locales, renforçant ainsi la démocratie.

- Amélioration des services publics : En gérant les services publics à un niveau plus local, les collectivités peuvent offrir des solutions adaptées aux réalités du terrain.

- Développement économique : La décentralisation permet une meilleure répartition des ressources et des investissements, stimulant ainsi le développement économique local. La démocratie locale est désormais une réalité au Togo, grâce à des efforts constants pour renforcer la décentralisation.

Le gouvernement togolais a lancé ce chantier il y a plusieurs années, avec des réformes institutionnelles majeures et la création de nouvelles entités territoriales. Aujourd'hui, les communes et régions jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion des affaires publiques et dans la mise en œuvre des projets de développement.

La Journée s'est déroulée avec le soutien de la Coopération allemande. Berlin a joué un rôle majeur dans l'appui fourni aux autorités pour leur politique de décentralisation.

Selon la DC représentant le ministre de l'Economie et des Finances, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux, il s'agit de réfléchir aux défis et aux opportunités qu'offrent la décentralisation et la gouvernance locale dans le domaine de l'éducation et de la formation de nos concitoyens. L'éducation et la formation, en particulier des jeunes, nécessite des collectivités la mobilisation de plus ressources. Aussi, les collectivités territoriales devraient-elles s'inscrire dans cette optique et inscrire ces préoccupations dans les documents de politiques publiques locales notamment les plans de développement communaux et régionaux afin que ces besoins soient couverts par les budgets annuels. Nous sommes conscients des difficultés qu'éprouvent les collectivités territoriales à mobiliser, conséquemment, les ressources financières, tant internes qu'externes, mais nous les exhortons à faire davantage d'efforts dans ce sens car ce n'est qu'à travers les investissements dans l'éducation et la formation

DISCOURS DE VALIDATION DU « REFERENTIEL DE CONTROLE A L'USAGES DES CONTROLEURS FINANCIERS-DNCF/MEF- TOGO » que nous pourrions disposer de ressources humaines de qualité pour le développement local. Nos réflexions doivent, également, nous amener à repenser le système de formation des gestionnaires des métiers de collectivités, de manière à le restructurer afin de disposer d'un catalogue de formation, pourquoi pas, une charte de formation avec des agréments et des certifications de structures de formation et même des formateurs en vue d'une harmonisation des contenus qui y sont dispensés. Il est donc espéré que grâce aux résultats de cette activité, les Collectivités territoriales de l'Afrique de l'Ouest s'enrichissent mutuellement et aussi avec les expériences d'autres espaces du monde, afin de développer des outils innovants de mobilisation de ressources propres locales et offrir de meilleurs services de base aux populations.

Dans son allocution, le ministre Awate Hodabalo a rappelé qu'au Togo, l'opérationnalisation de la décentrali-

sation est devenue effective en 2019 suite aux élections municipales du 30 juin et du 15 août. Les communes ont été ainsi renvoyées à leur mission « de conception, de programmation et d'exécution des actions de développement d'intérêt local de leur ressort territorial... » (art. 7 de la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales). Après 5 années de dur labeur, un bilan au niveau national s'avère nécessaire. C'est pourquoi le Panel 3 des activités du jour, intitulé « Processus de décentralisation au Togo : bilan et perspectives », est consacré à ce bilan à mi-parcours.

Les différentes communications des Experts, se focalisent sur les déclinaisons du thème de l'année : « Etablir un système d'éducation et de formation solide ancré dans les réalités de l'Afrique au niveau local » ; ceci, dans le but d'analyser ensemble, les possibilités d'actions en faveur de la mise en place d'un système d'éducation et de formation qui soit réellement adapté aux réalités locales de notre cher continent qu'est l'Afrique. Au regard des mesures réglementaires prises par le gouvernement togolais, à l'instar des décrets sur le partage des compétences entre l'Etat et les communes dont le décret N°2023-047/PR du 1er juin 2023 fixant les modalités d'exercice des compétences partagées entre l'Etat et les communes en matière d'éducation et de formation professionnelle, notre pays s'est inscrit par anticipation dans la dynamique du thème de l'année. En effet, ce décret précise les attributions de l'Etat et des communes dans les domaines d'éducation et de formation à savoir, les jardins d'enfants publics, les écoles primaires publiques, les centres de ressources pour l'artisanat, les centres d'enseignement artistique et artisanal, les centres de formation technique et professionnelle, et les centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Je reste donc persuadé que les échanges autour du thème et de ces sous-thèmes, aboutiront à des approches de solutions en faveur de l'efficacité de notre système d'éducation et de formation pour le Togo de demain auquel nous aspirons pour nous et pour les générations futures. Aujourd'hui, en plus de la « Journée africaine de la décentralisation et du développement local », nous célébrons également « la journée africaine de l'état civil », un service public essentiel de nos communes et un élément central pour la planification du développement tant au niveau national que local. Ces événements couplés, nous invite à une synergie d'actions de tous les acteurs à savoir, l'administration publique, les élus locaux, le secteur privé, la société civile et les usagers des services communaux, en vue de relever les nombreux défis que sont entre autres, la culture de la démocratie participative à la base, l'autonomisation financière, la prospective et la planification territoriales, la reddition des comptes et la satisfaction des besoins des populations.

T.B.

## Courtes contre la montre

### La stratégie de rapprochement

Le président Faure Gnassingbé a reçu lundi dernier une délégation nigérienne conduite par le colonel-major Garba Hakimi, ministre de la Santé publique, de la Population et des Affaires sociales. Cette délégation est venue porter un message de la part du chef de l'État nigérien. Cette rencontre intervient dans un contexte régional complexe, marqué par l'instabilité politique et sécuritaire dans plusieurs pays sahéliens, dont le Niger, le Mali et le Burkina Faso, où des juntes militaires ont pris le pouvoir. Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a également reçu ce vendredi 09 août à Lomé, une délégation officielle du Burkina Faso. La délégation, conduite par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, Karamoko Jean Marie Traoré, était porteuse d'un message de fraternité et de solidarité du Président du Faso, Ibrahim Traoré. «Le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré nous a mandatés de venir réaffirmer au Président togolais son message de fraternité et de solidarité, ainsi que l'appréciation positive de son leadership sur les questions de la sous-région», a notamment indiqué le chef de la diplomatie burkinabè. Face à cette situation, le Togo a adopté une stratégie de rapprochement avec les régimes militaires en place, cherchant à consolider la sécurité régionale et à assurer le bien-être des populations. Depuis plusieurs années, le Togo s'affirme comme un acteur clé dans la médiation des conflits en Afrique de l'Ouest. La visite de la délégation nigérienne s'inscrit également dans le cadre du renforcement des relations bilatérales. Une grande partie des marchandises destinées au Niger passe par le port de Lomé.

### Une enquête sur la transition des diplômés

Au Togo, le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle veut disposer de nouvelles données sur l'insertion de ses diplômés. Le ministère a dans ce sens lancé jeudi 08 août à Lomé, une enquête de suivi des diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) y compris ceux de l'enseignement supérieur, pour le compte de l'année 2024. L'opération qui va durer trois mois, concerne la promotion de l'année scolaire 2018-2019. Il s'agira de les soumettre aux questionnaires afin d'avoir une idée réelle sur ce qu'ils sont devenus, cinq ans après l'obtention de leurs diplômes. A terme, les résultats de l'enquête permettront d'apprécier la pertinence des programmes de formation en lien avec les secteurs d'activité socioéconomiques et l'efficacité des financements annuels alloués par l'Etat au secteur éducatif. « L'enquête de suivi de cette année va fournir des indicateurs de base fiables pour apprécier l'efficacité externe du système éducatif et de la formation professionnelle », a expliqué Eke Kokou Hodin, ministre de l'enseignement technique. Notons qu'au Togo, cette opération de collecte de données est réalisée tous les cinq ans. Selon l'enquête réalisée en 2019, 76,6% des apprenants sortant des centres de formation professionnelle ont pu s'insérer sur le marché de l'emploi.

### Le NET dans la boue !

Le Nouvel Engagement Togolais (NET), un parti politique de l'opposition au Togo, traverse actuellement une période de confusion et de division interne. Gerry Taama, de retour à la tête du mouvement, a pris la décision de suspendre le vice-président qui assurait jusque-là l'intérim. Cette décision a suscité une réaction immédiate et conflictuelle de la part de ce dernier. Le vice-président, refusant de se soumettre à cette décision, a qualifié le retour de Gerry Taama de contraire aux règles de fonctionnement du parti. En réponse, il a suspendu le secrétaire général et a exclu M. Taama, le considérant comme un simple militant depuis sa démission de la présidence du parti. Cette série d'événements a profondément divisé le NET en deux camps opposés, rendant la situation extrêmement confuse. Pour le citoyen lambda, il est actuellement difficile de savoir qui dirige exactement le parti. Les tensions internes et les décisions contradictoires ont plongé le NET dans une crise de leadership qui compromet sa stabilité et son efficacité politique. Le NET est aujourd'hui dans la boue. Une véritable honte pour cet officier de l'armée togolaise transformé en politicien. Aujourd'hui ce parti qui prenait de l'envol est au bord de l'éclatement. Le NET n'est pas le premier parti politique à vivre un tel conflit. Une situation assez fréquente.

## LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC  
Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL  
Niema KANGNIGA | +228 91 77 16 31

INFOGRAPHIE  
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE  
Rad Graphic Sarl U  
2 000 exemplaires



# Un concert géant vient fermer les rideaux

Suite de la page 2

et femmes qui travaillent dans la production et transformation des produits locaux, et notre ambition est de les accompagner, de les aider à se faire connaître et à pouvoir exporter leurs marchandises dans les supermarchés et pourquoi pouvoir les exporter hors du territoire national » a déclaré Mme Maeva AZIAGBLE porte-parole du comité d'organisation.

Elle a convié les populations de Tsevié à prendre part massivement à cette foire régionale Miadé, afin de découvrir de magnifiques initiatives, de faire de nouvelles rencontres et de vivre l'atmosphère lors des diverses soirées organisées pendant la foire. L'évènement a été soutenu par des partenaires tels que le port autonome de Lomé. Pour Abdoul-Razak DERMAN, Directeur commercial du port autonome de Lomé : « Le port autonome de Lomé est une entreprise locale de renom qui contribue de manière significative à l'essor de l'économie nationale. « Le Contre-Amiral, Fogan Adegnon, Directeur du port autonome de Lomé, a été contacté par les organisateurs et n'a pas hésité à soutenir l'organisation de cette manifestation. Il est indéniable que lorsque des activités foraines à la fois commerciales et industrielles se déroulent, le port sois toujours présent pour jouer son rôle » a-t-il ajouté

« La foire Miadé, qui vise à promouvoir les affaires et à favoriser l'épanouissement et l'inclusion de la jeunesse togolaise, en particulier celle de Tsevié, est idéale. Grâce à son engagement envers les transactions commerciales et la consommation locale, elle contribue à renforcer les liens communautaires, à renforcer la cohésion sociale et la culture du vivre ensemble », a laissé entendre dans son mot d'ouverture le préfet de ZIO, Etsè Kofi Kadevi, tout en témoignant sa gratitude au gouvernement togolais, avec à sa tête le chef de l'Etat, son excellence, M. Faure Essosimna Gnassingbé, dont le leadership permet chaque jour au Togo de consolider les bases de son développement durable et inclusif.

En ce qui concerne les exposants, cette initiative de l'honorable Manatex mérite d'être soutenue par la population de Zio, qui est la première à profiter de ce cadeau, par le peuple togolais et surtout par le gouvernement togolais, qui par le biais des différentes expositions parviennent à mettre en valeur les talents couchés du pays. « Nous souhaitons profiter de cette occasion qui nous a été donnée pour nous faire connaître, mais également pour vendre nos produits ; « Nous espérons accueillir un grand nombre de visiteurs lors de l'athétose de la fête Ayizan », ont déclaré certaines exposantes.

Tata Sylvie

# PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT : Le Togo et l'Unicef passent en revue leur partenariat

Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République a présidé, le 9 août 2024, une séance de travail stratégique avec une délégation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), conduite par la Représentante-résidente Madame Aisata Ba Sidibé.

Cette rencontre s'inscrit dans la droite ligne des échanges entamés avec les partenaires techniques et financiers, suivant les instructions du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. Les deux délégations ont fait le point de la coopération entre le Togo et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), dans les secteurs sociaux prioritaires et se sont accordées sur les axes de renforcement des interventions de l'institution dans notre pays ainsi que les perspectives. Cette revue a permis de noter des avancées significatives enregistrées par le Togo, avec l'appui de l'UNICEF dans les secteurs de la santé, de l'assainissement et l'hygiène, de l'eau, de l'éducation, et la protection sociale. L'ambition est d'accélérer les initiatives en cours en vue de répondre aux besoins des enfants, conformément à la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. En matière de santé, le taux de couverture vaccinale de Penta 3 reste supérieur à 90% malgré la crise sanitaire liée à la Covid-19. En outre, environ 90% des Togolais ont accès à une structure de soins dans un rayon de moins de 5 Km.

Dans le secteur de l'hygiène et l'assainissement, le Togo a mis en œuvre avec l'accompagnement de l'UNICEF, l'initiative « Togo SANDAL à l'horizon 2030 » qui vise l'élimination de la défécation à l'air libre

au Togo. D'importants efforts ont été réalisés avec une baisse de près de 10 points.

Dans une approche intégrée pour assurer un environnement scolaire sain et sûr, des réalisations ont été faites en faveur des enfants avec notamment la construction de 624 latrines écologiques et biogaz.

A cela s'ajoutent la lutte contre les violences, la formation de 3730 enseignants et la digitalisation pour la formation continue.

En lien avec l'ambition d'attribution de l'identité pour tous, le taux d'enregistrement des enfants de moins de 5 ans est passé de 79,2% en 2018 à 86% en 2022. Ce taux sera porté à 90% avec l'intégration entre l'enregistrement des naissances, la vaccination, l'éducation et les services d'état civil.

On note par ailleurs, l'initiative U-report de l'UNICEF pour l'engagement des adolescents et des jeunes en faveur d'une citoyenneté qui a permis de constituer un vivier de jeunes pour accompagner la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Les deux parties ont également souligné la nécessité d'intégrer certaines thématiques dans les enquêtes à venir pour une meilleure couverture des statistiques ainsi que sur la nécessité d'actualisation des statistiques sur les sites officiels des partenaires afin de refléter les avancées réalisées



par le Togo. Madame Ablamba Sandra Johnson, Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, s'est félicitée de la pertinence des discussions et a exprimé, au nom du Président de la République, sa gratitude au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), pour son appui constant dans la réalisation des projets prioritaires de la Feuille de route Togo 2025, relatifs à la protection de l'enfance. Elle a réaffirmé l'engagement du Togo à œuvrer à la promotion et à la protection des droits de l'enfant.

Pour sa part, la Représentante-résidente de l'UNICEF a salué les progrès réalisés par le Togo en faveur des enfants, et réitéré sa reconnaissance au Président de la République pour son leadership et ses orientations grâce auxquels les progrès significatifs ont été obtenus. L'organisation a réaffirmé son engagement à poursuivre l'appui au gouvernement togolais dans la mise en œuvre des actions de développement, en particulier pour le bien-être des enfants.

« Nous avons la certitude qu'avec le leadership national, la vision que nous retrouvons dans la feuille de route gouvernementale, les dynamiques actuellement en place, le Togo fera la différence dans la vie des enfants. Je réitère encore une fois l'engagement de mon organisation, à œuvrer aux côtés du gouvernement pour l'atteinte des résultats et pour l'accomplissement de tous les droits dont les enfants ont besoin » a-t-elle déclaré.

Le partenariat entre le Togo et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), s'établit dans le cadre du nouveau programme de coopération pour la période 2024-2026. Ce document stratégique est aligné sur les priorités de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 avec une prévision de 30 568 065 000 FCFA. Ce programme comporte cinq composantes à savoir la survie de l'enfant, l'éducation et le développement, la protection de l'enfant, les politiques sociales et l'efficacité du programme.

# FAUSSE VENTE AUX ENCHÈRES DE VÉHICULES : L'OTR dénonce une arnaque et appelle à la vigilance

L'Office Togolais des Recettes (OTR) met en garde contre un faux communiqué circulant depuis, lundi 12 août 2024. Ce document frauduleux annonce une vente aux enchères de véhicules au Port Autonome de Lomé pour le 24 août 2024.

L'institution affirme que cette note, prétendument signée des mains du Commissaire général, est une pure tentative d'arnaque. Le faux communiqué détaille une procédure d'inscription sur le réseau social WhatsApp et exige le versement de frais d'inscription s'élevant à 100 000 FCFA. Les arnaqueurs promettent aux participants inscrits l'acquisition garantie d'un véhicule, tout en limitant le nombre de places disponibles.

« Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects de l'Office Togolais des Recettes (OTR) annonce une vente aux enchères des véhicules au Port Autonome de Lomé (PAL) le 24 Août 2024. Pour participer, il est nécessaire de suivre la procédure suivante: écrire au service client de la douane sur WhatsApp au 228 92.83.31.81 en envoyant une pièce d'identité (...). Après votre inscription, notre système générera automatiquement un reçu d'inscription qui vous sera destiné sur WhatsApp. Ce reçu sera scanné le jour de la vente et constituera une preuve d'accès au lieu de vente. Toute personne inscrite est assurée à 100% d'acquérir un véhicule suivant le prix indiqué sur la fiche des véhicules, mais le nombre de places pour participer est limité. La date limite d'inscription est fixée au 23 Aout 2024 (sic) », indique la fausse note.

Face à cette situation, l'OTR appelle les citoyens à la plus grande vigilance. L'administration fiscale invite le public à se renseigner en contactant son numéro vert 8280 pour toute suspicion de fraude ou d'arnaque.

Toute personne inscrite est assurée à 100% d'acquérir un véhicule suivant le prix indiqué sur la fiche des véhicules, mais le nombre de place pour participer est limité. La date limite d'inscription est fixée au 23 Aout 2024.

NOTE DE SERVICE N° 0000000000/2024/OTR/CG/CDDI

## COMMUNIQUE

Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects de l'Office Togolais des Recettes (OTR) annonce une vente aux enchères des véhicules au Port Autonome de Lomé (PAL) le 24 Aout 2024. Pour participer, il est nécessaire de suivre la procédure suivante : écrire au service client de la douane sur WhatsApp au 228 92 83 31 81 en envoyant une pièce d'identité, un numéro mobile et un dépôt de vos frais d'inscription.

**FAUX**

Après votre inscription, notre système générera automatiquement un reçu d'inscription qui vous sera destiné sur WhatsApp. Ce reçu sera scanné le jour de la vente et constituera une preuve d'accès au lieu de vente.

Toute personne inscrite est assurée à 100% d'acquérir un véhicule suivant le prix indiqué sur la fiche des véhicules, mais le nombre de place pour participer est limité. La date limite d'inscription est fixée au 23 Aout 2024.

Les frais d'inscription s'élèvent à 100.000FCFA.



# Le Magnan Libéré

Hébdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

Besoin de **VISIBILITÉ** ?

## FAITES-NOUS CONFIANCE!

## PROMOTION DE LA JEUNESSE :

## Le gouvernement engage une lutte sans merci contre la toxicomanie

Un combat sans répit est mené contre la toxicomanie, avec des efforts redoublés par le Togo qui offre des opportunités socioéconomiques intéressantes aux jeunes afin de leur donner une raison suffisante pour ne pas dévier. En l'état, le pays fait partie de ceux qui sont quasiment irréprochables lorsqu'il s'agit de barrer la voie à ce fléau social.

Le trafic et la consommation de la drogue chez les jeunes sont empêchés par les gouvernants qui utilisent de bons moyens dissuasifs. Ils créent des opportunités d'emploi, renforcent l'éducation et soutiennent des projets d'entrepreneuriat à travers des réformes encourageantes. Ces offensives réduisent leur vulnérabilité face aux tentations de la toxicomanie. La stratégie comprend aussi des programmes de formation professionnelle, des incubateurs de start-ups, des soutiens aux secteurs

agricoles et technologiques qu'affectent particulièrement les jeunes.

## L'importance du rôle de l'État

Le 26 juin, le pays a commémoré la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, faisant un autre pas pour renforcer l'action et la coopération à tous les niveaux pour parvenir à une société libérée de l'abus de drogues qui représente un grand danger pour la société.

Le ministre du Développement à la base ne se trompe pas en affirmant

que « parvenir à un monde sans toxicomanie est possible, mais cela nécessite l'engagement de tous : jeunes, parents, enseignants, éducateurs, associations, organisations de la société civile et bien sûr, l'État ».

Justement, la juridiction en vigueur interdit et punit la détention, l'achat, la consommation, la culture des plantes et substances classées stupéfiants ou psychotropes comme le cannabis, l'ecstasy, les opioïdes, la cocaïne, les amphétamines, etc.

La vente et la consommation de l'alcool et de la chicha dans les milieux publics, les lieux de travail, les moyens de transport en commun sont aussi prohibés.

## Puis les actions économiques

Au cours du premier semestre 2024 (de janvier à juin 2024), 7 964 entreprises ont été enregistrées, contre 8 283 sur la même période en 2023. L'année 2023 a été marquée par la création de plus de 15 600 entreprises, un record absolu.

Ces évolutions remarquables du nombre d'entreprises, dont la plupart appartiennent aux jeunes, s'expliquent par la flexibilité du climat des affaires qui donne envie d'entreprendre. C'est donc un moyen efficace de lutter contre l'inactivité et donc la dépravation.

Par ailleurs, l'Anadeb, en 13 ans au service des communautés à la base, contribue à maintenir les jeunes à flot

et à les éviter de sombrer. Son projet EJV, démarré le 31 décembre 2017 et terminé le 31 décembre 2021, a fait 14 415 jeunes bénéficiaires.

Parmi ceux-ci, 14 023 jeunes ont élaboré leur plan d'affaires et 13 135 ont bénéficié d'une subvention de 60 000 francs pour démarrer ou étendre leurs activités génératrices de revenus. 225 centres d'alphabétisation fonctionnelle ont été créés et 6 884 jeunes ont bénéficié de formation en alphabétisation fonctionnelle. 200 microprojets ont été réalisés à travers les travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo).

L.R.

## FOOTBALL :

## La Fondation FADI crée l'ambiance à l'endroit des jeunes des Ghettos du Grand Lomé

Le coup d'envoi de la première édition du tournoi de football « Fraternité -Ghetto » trophée FADI, a été donné samedi 10 août 2024, sur le terrain de la Jeunesse Club d'Agoe-nyivé (JCA). La cérémonie officielle du lancement de ce tournoi a été présidée par le ministre des sports et des loisirs, en présence de l'honorable Wona Kokouvi Germain, président de la Fondation Afrique Développement International (FADI) et du Secrétaire général de la fédération togolaise de football, Hervé Agbodan.

L'ambiance était celle des grands jours ce samedi à Agoe-Nyive. Les principaux acteurs concernés par ce projet, les jeunes des ghettos, ont extériorisé leur joie de diverses manières. Et pour cause, les organisateurs n'ont pas fait les choses à moitié.

La cérémonie officielle d'ouverture de la première édition du tournoi de football « Fraternité-Ghetto » trophée FADI, a été agrémentée par plusieurs activités dont le point d'attraction reste ce défilé de toutes les 24 équipes participantes dont seize (16) venues du district préfectoral de football de Lomé-Golfe et huit (8) du district préfectoral de football d'Agoe-nyivé.

Pour l'une des rares fois, en lieu et

place d'un match d'ouverture, c'est plutôt un match d'exhibition qui a ouvert les hostilités. Il s'agit d'une opposition entre les sélections des Ghettos du Golfe et d'Agoe-nyivé. Après une partie âprement disputée avec tant de rebondissements et de beaux gestes techniques de part et d'autre, c'est la sélection des Ghettos du Golfe qui vont l'emporter sur leurs adversaires sur le score d'un but à zéro, but marqué sur penalty.

« C'est un bon tournoi pour nous parce-que ce que FADI a organisé va permettre de détecter les talents cachés des ghettos. Les deux équipes ont bien joué, c'est nous les vainqueurs et je félicite l'équipe adverse qui a bien joué aussi. Je remercie l'organisateur », a déclaré Fiagnekou

Elo, gardien de but et capitaine de la sélection Ghetto Golfe.

Cet événement sportif historique jamais organisé au Togo, est une manière pour les organisateurs d'associer toutes les couches sociales du pays pour un développement inclusif harmonieux.

« La fondation FADI a initié ce projet pour mettre en lumière les talents qui sont dans les ghettos et sur tous les plans. C'est vrai qu'aujourd'hui nous avons organisé un tournoi de football, ceci pour permettre aux gens de savoir également que la passion de ceux qui vivent dans les ghettos, nous avons le football, nous la musique et d'autres activités. En discutant avec eux, nous avons relevé que c'est une frange de la population qui



est peut être une valeur ajoutée un peu ignorée et il était important de faire en sorte que les uns et les autres reconnaissent les valeurs qu'on peut trouver dans les ghettos pour les mettre en contribution dans le cadre du développement durable et inclusif. On ne peut jamais parler de développement total, durable et inclusif quand une frange de la population est marginalisée », a expliqué Eugène Atigan, le Directeur de la communication de la Fondation Afrique Développement International (FADI).

L'occasion est bien choisie par les organisateurs de créer le brassage fraternel entre les différents ghettos et aussi provoquer l'empathie de la population envers cette couche de la population.

Déjà, plusieurs jeunes des ghettos du Grand Lomé ont émis le vœu de quitter la rue. Ils seront inscrits très prochainement dans les centres de formation sous la direction de FADI.

Abel Z.

## INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

## Plus de 5 000 salles de classe construites ces 4 dernières années au Togo

L'engagement est continu au Togo pour l'éducation, avec des efforts du gouvernement pour la construction de salles de classe chaque année. Pour chaque rentrée scolaire sur le territoire, des infrastructures d'accueil sont mises en place pour que les élèves se sentent à l'aise et apprennent dans des conditions favorables.

Les actions de l'État s'inscrivent dans une politique globale qui vise à réduire le nombre d'élèves par classe, à améliorer la qualité de l'enseignement partout et à favoriser l'accès à l'éducation pour les enfants des zones rurales, semi-urbaines et urbaines.

Grâce aux investissements toujours constants et à une planification assez rigoureuse, le Togo fait des progrès significatifs vers la réalisation d'une éducation de qualité pour tous, fondement essentiel du développement socioéconomique du pays.

Un rythme de construction assez élevé

Une avancée en matière de développement humain a été faite. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'indice de développement humain (IDH) au Togo est passé de 0,539 en 2021-2022 à 0,547 en 2023-2024.

Les facteurs qui expliquent cette embellie se trouvent aussi dans le domaine de l'éducation. Comme la construction ou la réhabilitation de plus de 5 000 salles de classe ces 4 dernières années. Ont été également déterminants le recrutement de 5 000 nouveaux enseignants pour les niveaux primaire et secondaire, la distribution gratuite de 700 000 manuels scolaires aux apprenants

du primaire depuis la rentrée 2023-2024.

Par ailleurs, 350 élèves inspecteurs et conseillers pédagogiques ont été formés, une alimentation scolaire riche et suffisante est offerte à 1 125 écoles, tout comme la prise en charge sanitaire offerte à 4,5 millions de prestations en faveur d'environ 2 millions d'élèves.

## Plus de 1 000 salles construites sur la période 2022-2023

Selon le ministère en charge de l'Éducation, de 2022 à 2023, ce sont

exactement 1 035 salles de classe qui ont été construites dans les 5 régions économiques du pays, grâce à la politique de renforcement des capacités d'accueil des infrastructures scolaires.

En début d'année, au moins 500 salles de classe à construire étaient attendues pour le compte de 2024, à raison de 64 blocs de 4 salles et 86 blocs de 3 salles. Des réalisations qui devraient coûter plus de 4 milliards de francs CFA.

Plus loin, sur la période 2020-2021, 359 salles de classe construites

ont été recensées sur le territoire, construites dans le cadre du Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV).

À travers ces offensives judicieuses approuvées par le chef de l'État Faure Gnassingbé, le pays améliore les infrastructures éducatives. Cela permet de répondre à la croissance démographique scolaire et de garantir un environnement d'apprentissage adéquat.

L.R.



# Reste connecté partout avec ton **MIFI HARVILON**

**PROMO!**

~~39.900F~~  
**29.900F**  
+ **60Go**  
d'internet  
Gratuit



60Go gratuits (valable 30 jours)  
pour l'achat du MiFi 4G en agence.

togocom.tg     

**Avancer.  
Pour vous.  
Pour tous.**

